13ème Congrès national de l'Association Française de Science Politique, Aix-en-Provence du 22 au 24 juin 2015

ST n°45 «Les logiques sociales de sélection du personnel politique en Europe Centrale et Orientale et leurs transformations historiques »

Alexandra IANCU, Université de Bucarest, Faculté des Sciences Politiques, alexandra.ionascu@fspub.unibuc.ro

DEMOCRATISATION ET RECRUTEMENT: LES ELITES POLITIQUES ROUMAINES ENTRE PERSONALISME ET PROFESSIONALISATION.

[FIRST DRAFT]

Dans les démocraties consolidées, la personnalisation du pouvoir avait renforcé le rôle des élites (Poguntke &Webb 2005). Cependant, les profils des acteurs politiques restent plus importants pour les contextes transitionnels qui demandent le remplacement des élites et la négociation des nouveaux critères d'accès au pouvoir (Dogan & Higley 1998). Or, dans le postcommunisme, on peut identifier à la fois: un désenchantement par rapport à la politique et des difficultés quant à la capacité des dirigeants à incorporer des valeurs et des pratiques démocratiques dans l'exercice du mandat (Edinger 2010). Il est difficile à saisir en quelle mesure l'autonomisation des élites dévoile une logique de la professionnalisation ou, au contraire, il s'agirait plutôt dans ces cas d'une légitimité fabriquée qui cache des rémanences du passé ou encore des principes d'oligarchie. Jusqu'à présent, très peu de conclusions furent tirées quant aux mécanismes sous-jacents, souvent cachés, qui expliquent les ressorts du recrutement politique. En partant du cas des élites ministérielles roumaines (1990-2014), notre recherche soulignera l'antinomie entre les indicateurs classiques (suggérant des processus graduels de professionnalisation) et la continuité d'une logique de personnalisme en réseau semi-privé.

Le recrutement politique, les grandes filières politiques pour devenir ministre ou parlementaire, tout comme la reconfiguration des logiques cachées dans la sélection politique sont aujourd'hui souvent cités en tant que critères décisifs dans la compréhension de la représentation politique (Prewitt 1970, Gallagher 1988, Katz 2006), de la stabilité organisationnelle des partis ou des institutions publiques (Blondel & Cotta 1996, 2000, Billie 2001, Katz 2001, Lundell 2004, Rahat & Hazan 2006), voire même dans l'explication des processus décisionnels et la formulation des politiques publiques (Dahl 1971, Blondel 2002). Dans les démocraties stables, la personnalisation et la présidentialisation de la politique avaient directement contribué à la mise en examen des profils des leaders politiques (Poguntke & Webb 2005). Néanmoins, les élites – leurs profils, représentations et manières d'agir - sont devenues des facteurs clés surtout dans l'explicitation des processus de démocratisation. Les contextes transitionnels exigent le remplacement substantiel des dirigeants politiques et la renégociation des critères d'accès au pouvoir (Higley & Gunther 1992, Kaminski & Kurczewska 1995, Steen 1997, Dogan & Higley 1998). Les dirigeants politiques sont ceux qui participent directement à la redéfinition des normes et des édifices institutionnels, économiques et sociaux. Le savoir-faire décisionnel, les relations avec l'Ancien régime, tout comme les intérêts qui les animent sont censés influencer la structuration du régime. Les pathologies du pouvoir tels que le populisme, la corruption, l'absence de légitimité restent toujours ancrés dans la non-représentativité ou le refus des acteurs politiques d'adopter des critères programmatiques de décision et d'appliquer des bonnes pratiques en politique. On pourrait ainsi expliquer à la fois les avancés et les dérives des régimes politiques à travers les élites gouvernantes.

Les pays postcommunistes constituent un terrain d'investigation fertile pour saisir et interpréter rôle de l'élite au niveau des processus de démocratisation. La Pologne, l'Hongrie ou la Tchéquie, jadis des modèles de la transition rapide, sont confrontés aux radicalismes de droite, à la corruption ou à la politisation de la fonction publique (Meyer-Sahling & Veen 2012, Batory 2012, Fink-Hafner 2014). D'autres pays, comme la Roumanie ou la Bulgarie présentent toujours des défis quant à l'introduction d'un principe d'intégrité des élites politiques (Tanasoiu 2012, Gherghina 2013). Il paraît ainsi que le renouvèlement de l'élite par le remplacement des anciens nomenclaturistes au sommet de l'Etat, même s'il joua un rôle dans la libéralisation du régime politique (Higley & Lengyel 2000, Mink & Szurek 2007, Eyal, Townsley & Szelényi 1997), n'avait pas réussi instaurer des modèles prédictibles et stables d'articulation du pouvoir dans la région. Malgré un grand intérêt suscité quant aux évolutions dans la qualité de la démocratie surtout dans les pays qui connurent un processus de renversement d'un régime autoritaire, il existe très peu d'études visant l'analyse des processus intégratifs des élites qui mènent à l'institutionnalisation de la coopération politique et à la routinisation des procédures décisionnelles. « *Qui sont les nouvelles élites au pouvoir et quel est leur impact sur l'articulation les nouveaux régimes politiques ? » ou « Comment certains leaders politiques réussissent à s'imposer dans des étapes politiques d'incertitude ? »* sont des questions qui n'ont pas reçu, pour l'instant, de réponses systématiques, au-delà de l'étude des héritages du passé.

L'absence des recherches de grande ampleur portant sur les ressorts de la sélection politique dans les nouvelles démocraties est partiellement justifiée par le biais d'une difficulté analytique. La plupart des recherches qui portent sur les dirigeants politiques regardent le recrutement plutôt comme un épiphénomène de l'échafaudage institutionnel ou des arrangements organisationnels. Il existe une logique mécanique qui met en avant les procédures censées d'établir, d'une manière quasi-automatique, la présence de 'bonnes' pratiques pour la promotion en politique. L'importance des systèmes électoraux, des réglementations visant le financement politique, tout comme une panoplie des indicateurs tels que l'éducation, l'occupation ou encore l'expérience politique préalable ou l'expérience dans le parti (Blondel 1986, Bermeo 2003, Dogan 1979, 1989, Gaxie & Godmer 2007, Kenig 2014) s'enchainèrent dans des approches descriptives visant la délimitation des grands modèles de carrières politiques. Si dans des démocraties stables les typologies peuvent rendre compte des mutations subies au niveau de la représentation politique à travers des diverses périodes historiques, le point faible d'une telle démarche dans les contextes politiques fluides rend difficile toute démarche qui vise à cerner empiriquement et analytiquement l'interaction entre les institutions formelles et informelles dans la sélection des leaders. De la sorte, la plupart des recherches prennent en considération les cadres juridiques et des pratiques politiques telles qu'elles en découlent d'une recherche longitudinale et ex post des trajectoires politiques. On avait ainsi considéré que bien au-delà des dispositions légales ou des documents publics des partis politiques, il existe toujours des critères politiques 'implicites' qui puissent être inférés à la base de l'observation des grandes filières politiques - voire l'ancienneté dans le parti ou l'expérience politique, la réélection, le recrutement extérieur (Siavelis & Morgenstern 2008 :7). Les approches, plutôt quantitatives, offrent une première opportunité d'identifier l'enchevêtrement du formel et l'informel. Cependant, plusieurs limitations méthodologiques sont censées apparaître dans l'investigation des élites. Comment saisir la signification cachée des procédures de sélection? Pourquoi, en dépit des similitudes des trajectoires, un certain leader politique réussit à bâtir une carrière de longue durée tandis qu'un autre, disposant des ressources (quantifiables) analogues, présente un passage éphémère dans les fonctions publiques?

L'impacte du recrutement politique au niveau des processus de démocratisation se forge surtout à partir de la nature des facteurs informels de la sélection. A savoir, malgré un processus graduel de professionnalisation des élites gouvernantes (Edinger 2010, Semenova et al. 2014), les pays postcommunistes se voient confrontés à l'érosion de la qualité de la démocratie et à un déclin prévisible dans l'implémentation des réformes (Attila 2010, Rupnik 2007, Pridham 2007). Les scandales médiatiques récents révèlent, certes, un activisme organisationnel vers la colonisation des biens publics, mais ils dévoilent en même temps des stratégies en réseau, des relations semi-privées, imposées par le biais des ressources à la fois personnelles et transpartisanes des dirigeants politiques. La sélection des élites disposant des grandes fortunes et dans des situations de conflits d'intérêts sont à l'ordre du jour (Ilonszki & Várnagy 2014 Protsyk & Matichescu 2011, Iancu 2015a). Il paraît ainsi,

que si les élites se stabilisent et leurs trajectoires reflètent les mécaniques de la routinisation politique, il existe un écart substantiel entre les logiques sous-jacentes de la sélection dans les démocraties occidentales et la promotion de nouveaux dirigeants postcommunistes. La volatilité organisationnelle des partis contribue directement à cette situation. Dans la région, à différence des pays du Sud européen où les systèmes de patronage furent le résultat de l'emprise des institutions publiques par la collusion politique entre les grandes organisations politiques (Blondel, 2002, Della Porta & Vannucci, Tanzi& Schuknecht, 2000), les partis politiques restent des organisations politiques faibles intimement dépendantes de l'Etat (van Biezen & Kopecky 2007, van Biezen et al. 2012). De la sorte, la responsabilité politique devient un concept diffus étant donnée l'absence de clarté quant à l'articulation de la scène politique. En échange, l'observation de Huntington (1968 :390) selon laquelle, lorsque les partis politiques sont absents (ou on rajouterait très affaiblis), les ressources principales de la politique visent la richesse économique et le statut social, amplement utilisées par les acteurs individuels afin d'assurer la victoire électorale, semble confirmée dans le cas de ces nouvelles démocraties européennes.

Les nouvelles élites sont placées au carrefour des dépendances formelles et informelles, suggérant la construction des logiques parallèles de recrutement. Dans ce qui suit, notre recherche propose d'investiguer les tensions internes dans les processus d'intégration des élites. L'approche vise la déconstruction les grands modèles du recrutement en politique en tant qu'*explicans* pour les aléas des processus de consolidation démocratique, à la fois à travers des démarches classiques délimitant les grandes filières politiques, et à la base d'une investigation des raisons et des mécanismes de sélection sous-jacentes telles qu'ils fussent explicités par les acteurs politiques. A ces fins, nous allons prendre en considération le cas des gouvernants roumains en tant que le cas le moins probable d'illustrer un processus de transformation rapide vers la professionnalisation et la démocratisation des dirigeants politiques. Les élites politiques roumaines ont opéré une rupture tardive par rapport au régime communiste (Higley, Kullberg & Pakulski 1996, Tismaneanu 1997, Pridham 2001). En outre, le cas roumain est souvent cité comme un exemple paradigmatique pour l'absence d'intégrité et représentativité des élites politiques (Gallagher 2005, Mungiu 2002). Nous allons centrer l'analyse sur les membres des exécutifs roumains, étant donnée la prévalence des gouvernements roumains sur le législatif durant les deux dernières décennies (Preda 2011, Ionascu 2013). Dans toutes les démocraties consolidées, les ministres occupent le sommet de l'Etat et disposent des compétences politiques, administratives, mais aussi des ressources de notoriété publique et de représentation (Blondel 1986, Dogan 2003). D'autant plus, les membres des gouvernements roumains, étant donnée l'instabilité politique et le caractère fluide de la démocratie roumaine, constituèrent un noyau dur décisionnel et des acteurs centraux dans la distribution des ressources publiques dans l'étape post-communiste (Ionascu 2008).

Dans ce qui suit, après un court aperçu théorique mettant en exergue les rapports informels et formels dans l'analyse du recrutement, nous allons suivre la professionnalisation des élites politiques roumaines dans une manière descriptive-positionnelle suivant l'articulation « quantitative » d'un principe de professionnalisation-convergence par rapport au filières politiques classiques en Europe. L'analyse se construit à partir d'une base de données qui comprend toutes les nominations gouvernementales de la période 1989-2014. La base de données résultante présente les représentants des 14 gouvernements, 274 ministres (et 412 nominations). Afin de reconstituer les filières exécutives, on avait procédé à l'entrecroisement de plusieurs sources et documents existants (e.g. des anthologies Rompres, Crisan 2004, Who's Who 2002, et les sites des principales institutions publiques). Même si de plus en plus nombreuses, ces sources offrent, dans la plupart des cas, des informations fragmentaires et parfois contradictoires quant au parcours en politique de ces acteurs. Deuxièmement, à la base d'environ 30 entretiens semi-directifs avec les membres des gouvernements roumains, des biographies et les interventions des dirigeants politiques dans les médias nationales (pour la période d'après 2007 –presse écrite, l'audiovisuel), nous allons identifier les mécanismes sous-jacents dans la sélection des membres des exécutifs. On prendra ainsi en compte les sources qui comportent l'auto présentation des acteurs et les arguments visant leur promotion en politique. Certes, la méthode n'est pas sans faille quant au dévoilement des logiques informelles de sélection. La perception des membres des cabinets est subjective et soumise souvent à un effet sélectif de la mémoire et à la personnalité des

acteurs (Blondel et al. 2007). Au-delà d'un phénomène d'autocensure inévitable, les omissions de mémoire peuvent être l'effet de l'oubli intervenu, surtout lorsqu'on prend en considération les premières années du postcommunisme roumain. Néanmoins, nous considérons qu'une telle approche pourrait délimiter une nouvelle narration sur l'articulation du pouvoir exécutif, qui passe par les représentations des acteurs politiques. Les conclusions de l'étude mettront en exergue l'antinomie des variables positionnelles (suggérant des processus graduels vers la professionnalisation des élites) et la continuité d'un principe de personnalisme régnant (forgé sur des formules de socialisation préalable et des ressources extérieures à l'expérience politique).

Démocratisation du régime et le recrutement des élites comme pratique semi-privée

Les carrières politiques « peuvent expliquer certaines caractéristiques dans l'orientation et dans la performance dans le rôle des représentants au pouvoir» (Czudnowski 1975 :156). L'étape la plus importante de la promotion en politique visant «le processus par lequel un parti politique décide qui parmi les personnes légalement éligibles pourrait obtenir une position élective» (la sélection des candidats Hazan & Rahat 2006) ou la question inclusive concernant le décryptage « des processus par lesquels les individus sont introduits dans des rôles politiques» (le recrutement politique) reste intimement liée à la modernisation et la consolidation des routines décisionnelles à l'intérieur d'un système politique (Keller 1963, Huntington 1968, Robins 1977). Les études empiriques ont dévoilé plutôt une grande diversité dans l'analyse des logiques de sélection. La configuration des élites varie selon le contexte politique et historique du pays (Seligman 1964, Putnam 1976, Dogan 2003, Cotta & Best 2007). Les approches traditionnelles portant sur l'analyse des dirigeants politiques montrent que les carrières politiques « doivent être placées dans une logique séquentielle dans laquelle des diverses phases des trajectoires politiques peuvent être identifiées » (Hazan & Rahat 2010 :33). On aurait à distinguer entre « une opportunité formelle » qui délimite la population politique ayant la potentialité d'accéder à une fonction publique (conformément aux exigences législatives) et « une opportunité effective» (Norris 2006) qui porte sur les attributs directs des élites (le niveau d'éducation, l'expérience en politique, fonctions antérieurement détenues etc.).

Une tension intrinsèque entre le formel et l'informel dans le recrutement trouve ses racines dans la double conditionnalité de la sélection. Premièrement, les choix dans la nomination, les priorités des partis, prennent toujours en considération une dimension de calcul rationnel forgé sur les déterminants macro institutionnels (e.g. le système électoral, le système des partis). A savoir, un scrutin uninominal majoritaire à un tour demande aux sélecteurs de prendre en considération la notoriété publique des candidats, leur force financière (la capacité d'apporter des sponsors) et le support local. Contrairement, dans un système proportionnel à liste fermée dans des circonscriptions plurinominales, les partis emploieront plusieurs critères de sélection, en incluant sur les listes des leaders politiques ayant une bonne notoriété publique, mais aussi d'autres représentants dont la présence a comme but le rajeunissement du parti, la parité homme femme, la représentation des diverses factions etc. Dans une manière similaire, dans un gouvernement de coalition, les leaders qui occupent des hautes fonctions dans le leadership des partis au gouvernement ont une voix plus importante dans la prise de décision. Contrairement, dans le cas des exécutifs monocolores, l'hiérarchie décisionnelle à l'intérieur des cabinets pourrait contribuer directement à l'efficacité et la cohérence décisionnelle. L'articulation des contraintes systémiques devient donc une composante importante dans le recrutement déterminant le niveau d'autonomie des sélecteurs. En même temps, un certain degré d'autonomie (ou la dépendance) des élites (une fois nommées ou élues) pourrait contribuer à la création d'une démocratie fonctionnelle ou au contraire à l'articulation des *spoils systems* (Etzioni-Halevy 1993, Robins 1977). Deuxièmement, dans la pratique, les dirigeants politiques arrivent au pouvoir suite à des interactions complexes où le parti d'origine (les sélecteurs) préserve le dernier mot dans la nomination. Dans une manière *ex post*, plusieurs filières préférentielles d'accès à une fonction politique peuvent être retracées à la base de l'expérience politique. A savoir, dans le cas des ministres: la légitimation parlementaire ou locale, la capillarité partisane et la filière mandarinale (Seligman 1967, Czudnowski 1975, Norris 1997, Hazan & Rahat 2010) servent en tant que grands modèles d'accès au gouvernement. Tous ces facteurs constituent des critères implicites de

sélection qui introduisent un certain degré de prédictibilité dans la définition de l'élite dirigeante. Les critères de la promotion sont intrinsèquement liés à une logique de négociation continuelle entre les demandes de l'électorat et les demandes du parti (Norris 2006).

Tout processus de démocratisation impliquerait donc un changement substantiel dans les logiques de sélection supposant d'une part la création des barrières légales (soit explicites – l'âge, le profil occupationnel, le profil éducationnel, l'intégrité des candidats pour une fonction publique) et un processus de professionnalisation des élites – l'adoption des modèles de carrière devenus des standards qui permettent l'accumulation d'une certaine expérience et légitimité décisionnelle. Néanmoins, la sélection des élites ne suppose pas une vision mécaniciste, car toute nomination demande des principes de support et de loyauté (Marvick 1976), la création d'une relation de confiance entre les sélecteurs (parfois des sponsors) et les dirigeants politiques. Or, les processus par lesquels s'articulent les relations de loyauté varient selon le contexte politique. Le mélange inextricable entre les orientations des comportements des dirigeants fondées sur des moyens rationnels d'accès aux ressources avec la loyauté pour une personne ou un groupe politique expliquerait donc les nouvelles configurations des élites (Ansell & Fish 1999). Par ailleurs Seligman (1964) identifiait la présence de tels gardiens préférentiels dans toute organisation politique (transitionnelle ou consolidée) car « les carrières politiques sont lancées ou bloquées par certains groupes significatifs qui choisissent un candidat en tant qu'agent, porte-parole ou trustee ». Jusqu'à présent, dans la littérature, cette dimension concernant l'articulation des principes de loyauté fut indistinctement associée aux grandes mécaniques du recrutement et aux grands modèles de trajectoires. On avait considéré que la façon d'approprier le rôle de ministre, de parlementaire ou de chef de parti participent à l'explication de l'articulation de l'activité politique ultérieure de l'acteur politique en cause (Searing 1991, Costa & Kerrouche 2007, Edinger &Vogel & 2005). La loyauté envers les sélecteurs trouverait des fondements, dans une manière circulaire, dans le simple enchainement des fonctions publiques et des pratiques politiques passées. Les acteurs politiques avec un plus d'ancienneté dans le parti resteront fidèles à leurs sélecteurs (Blondel & Manning 2002), les dirigeants qui puissent être réélus seront prêts à obéir aux demandes à la fois des sélecteurs officiels qu'aux demandes de leurs sponsors.

Cependant, au niveau théorique au moins, la source formelle et la source informelle de loyauté et d'autorité politique restent deux catégories épistémologiques différentes. En outre, les deux facettes du recrutement peuvent diverger au niveau empirique. L'exemple le plus visible de la non-superposition entre les principes institutionnels et les sources de loyauté est identifiable dans les régimes autoritaires. Dans les cas des gouvernements de Franco ou de Salazar, le pouvoir politique fut concentré au niveau des exécutifs tout en renforçant, au niveau informel, des groupements semi-privés (des groupes d'intérêts) afin de maintenir le contrôle social (Thornhill 2013 :309). En Roumanie, durant le communisme la même logique du corporatisme prévalait. Malgré la professionnalisation de l'élite politique communiste en suivant les voies classiques d'accès au pouvoir, l'informel –les ressources financières ou de savoir idéologique, l'activisme dans les organisations fantoche du régime - jouèrent un rôle plus important pour le succès en politique (Iancu 2015a). Dans une manière similaire, dans les pays en voie de développement ou dans les régimes transitionnels, la demande des entrepreneurs privés de protection préférentielle de la part de l'Etat avait souvent encouragé la corruption et les abus de pouvoir (Rousso & Steves 2006 :232, O'Dwyer 2006) et une interdépendance entre les hommes politiques et le monde des entreprises.

L'écart entre les mécanismes visibles et les logiques cachées du pouvoir semble donc s'articuler surtout dans le cas des autocraties ou des démocraties inachevées. Néanmoins, de telles contradictions puissent surgir durant le processus de consolidation démocratique (et voire même après). Dans les systèmes politiques avec des partis politiques faibles, l'organisation politique échoue à censurer l'absence de loyauté des acteurs politiques vu la potentialité d'abandon du parti (Siavelis & Morgenstern 2008 : 15). Effectivement, le niveau relativement élevé de la migration politique dans les régimes politiques instables (Shabad & Slomczynski 2004, Heller & Mershon 2009) peut engendrer des principes disjonctifs de loyauté et donc l'absence d'une discipline politique. Dans les nouvelles démocraties, la négociation continuelle en réseau et les relations obscures entre le public et le privé, furent souvent considérées comme des facteurs décisifs menant aux retards dans la création d'un Etat de droit (Sadurski et al. 2006). Contrairement, les démocraties stables ont su renforcer durant les

dernières années, les dispositifs institutionnels afin de limiter les rapports – parfois contradictoires de loyauté des élites politiques au pouvoir. La constitutionnalisation des partis et de la législation électorale -surtout celle portant sur le financement des partis- l'interdiction des contributions anonymes, du financement venant de l'étranger, des corporations privées ou des entités semi-privées (Nassmacher 2006:447) eurent comme but à contourner de telles propensions vers le patronage et des rapports privés de délégation. Cependant, la non distinction public privé est plutôt à penser comme une différence graduelle. A des divers degrés, la dépendance des acteurs politiques par rapport à des réseaux extérieurs au monde politique, ou au moins, à des logiques extrapolitiques de décision reste un phénomène qui puisse être identifié à la fois dans les nouvelles démocraties et dans les régimes politiques consolidés.

Le recrutement du personnel ministériel dans le postcommunisme roumain

Durant les deux dernières décennies, la scène gouvernementale roumaine fut marquée par une grande instabilité politique. Des conflits politiques saillants avaient produit des exécutifs plutôt volatiles, avec des majorités parlementaires fragiles (voir Tableau 1). Si on prend en compte en tant que critère de distinction pour la délimitation des gouvernements : le changement du Premier ministre, les élections ou la démission du gouvernement (Lijphart 1984) et on ignore les recompositions continuelles dans les logiques des alliances et des coalitions, le taux d'instabilité gouvernementale reste élevé pendant toute la période post-communiste. Entre 1990 et 2003, la durée moyenne des exécutifs roumains avait touché 1,34 années. Même dans les étapes plus récentes, les gouvernements bénéficient de moins de deux années afin d'implémenter leurs politiques publiques (1,58 années). Les ajustements et les négociations politiques continuels avaient également engendré la volatilité des membres des équipes exécutives. Les ministres roumains sont, en règle générale, des acteurs éphémères de la prise de décision. Ces élites, une fois nommées, espèrent en moyenne à la moitié de la durée d'un mandat de leurs homologues occidentaux (Budge et al. 2000, Blondel et al. 2007). Si un ministre reste en moyenne moins de deux ans dans une fonction publique, plus d'un tiers d'entre eux n'arrivent pas à dépasser les 12 mois dans la fonction. La Roumanie ne constitue un cas exceptionnel parmi les pays postcommunistes. L'instabilité gouvernementale avait caractérisé la période de préadhésion dans des pays comme l'Hongrie (2,39 années), la Tchéquie (2,50), la Pologne (1,69) ou la Lituanie (1,57) (Blondel et al 2007) mais aussi les évolutions récentes des exécutifs (entre 2004-2014 la durée moyenne des gouvernements en Hongrie avait été de 2,35 années et 1.46 années en Tchéquie (Iancu 2015a)). Le remplacement fréquent des élites représente aussi une caractéristique de la région. Par exemple, durant la dernière décennie en Hongrie les ministres restent en fonction en moyenne une année et demie (19,88 mois), tandis qu'en Tchéquie un potentiel ministre pourrait anticiper un mandat d'une année et deux mois (14,91 mois) (Iancu 2015a).

Devant cette instabilité endémique des exécutifs, les partis politiques roumains avaient opté pour une stratégie devenue classique à l'Occident durant les époques d'instabilité (Dogan & Campbell 1957). Les partis ont choisi une stratégie de « recyclage » (ou de rotation) des représentants dans les fonctions publiques. A partir même des années 1990, toute une logique de ré-sélection fut mise en place visant la promotion dans l'exécutif soit d'anciens ministres, soit de leurs adjoints politiques (les secrétaires d'Etat). En fait 35% des nominations gouvernementales ont visé des anciens ministres, tandis qu'un tiers des nominations comprenaient également une composante de promotion dans des fonctions publiques d'un ancien membre de l'échelon second (politique) de l'exécutif. Il ne s'agit pas cependant d'un effet de la transition ou encore une idiosyncrasie roumaine. Si au début de la démocratisation, la rotation des ministres était une caractéristique des gouvernements non issus des élections, la pratique est devenue quasi unitaire. Les pays de la région montrent d'ailleurs la même tendance de spécialisation dans une fonction exécutive : en Hongrie 52,3 % ou en Tchéquie 34,8% des membres des exécutifs avaient déjà accompli un mandat ministériel avant d'être promus une nouvelle fois dans une fonction gouvernementale. Devant le haut niveau de volatilité des mandats, les élites roumaines se trouvent profondément vulnérabilisées en termes d'autonomie décisionnelle par rapport aux partis d'extraction. Leurs nominations successives demandent un support constant de la part des sélecteurs. La politisation graduelle de la sélection contribua également à la subordination des acteurs

politiques à l'organisation politique d'origine (Katz 2001).

Tableau 1. **Les gouvernements roumains postcommunistes (1990-2014)**

GOUVERNEMENT	ANNEE	DUREE (mois)	Durée Ministres		FORMULE GOUVERNEMENTALE	Vote investiture		Majorité Parlement	
			Mean	Std		*Pour*	*Contree*	*Cdep*	*Sénat*
ROMAN II 29.06.1990 –15.10.1991	1990	16	13.27	4.32	FSN	330	11	293	95
	1991				FSN, PNL				
STOLOJAN 16.10.1991-12.11.1992	1991	13	12.95	0.00	FSN, PNL	-	-	318	104
	1992				FSN, PNL			314	100
VĂCĂROIU 13.11.1992-10.12.1996	1993	49	27.71	16.7	PDSR	260	203	196	79
	1994				PDSR, PUNR			158	68
	1995				PDSR, PUNR			155	68
	1996				PDSR			134	63
CIORBEA 11.12.1996-15.04.1998	1997	16	10.54	5.52	CDR, UDMR, PSDR, PD	316	152*	200	87
VASILE 16.04.1998-13.12.1999	1998	20	13.44	6.47	CDR, UDMR, PSDR, PD	317	124	195	85
	1999				CDR (sans PAR), UDMR, PSDR, PD				
ISĂRESCU 14.12.1999-12.12.2000	2000	12	10.32	2.87	CDR (sans PAR), UDMR, PSDR, PD	305	35	186	77
NĂSTASE 13.12.2000-21.12.2004	2001	48	25.35	14.6	PSD+PUR	314	145	182	77
								198	77
	2002							198	74
	2003				PSD			188	74
	2004							188	74
TĂRICEANU 29.12.2004-22.12.2008	2005	48	17.66	12.0	PNL+PD+UDMR+PCC	265	200	171	70
	2006				PNL+PD+UDMR			140	60
	2007				PNL+UMDR	302	27	73	32
	2008							82	34
BOC 1 22.12.2008-23.12.2009	2008	12	9.74	3.26	PDL+PSD	324	115	229	100
BOC 2 23.12.2009-9.02.2012	2009	26	15.48	8.39	PDL+UDMR+UNPR	276	135	166	102
UNGUREANU 9.02.2012-27.04.2012	2012	2	1.89	0.45	PDL+UDMR+UNPR	237	2	197	69
PONTA 1 7.05.2012-21.12.2012	2012	7	5.70	2.79	USL	284	92	152	68
PONTA 2 21.12.2012-5.03.2014	2014	15	13.42	6.48	USL+UNPR	402	120	274	121

Sources : Ionascu (2008), mise à jour à partir du site de la Chambre des Députés, www.cdep.ro Durées ministres- la durée moyenne d'un mandat ministériel (la rotation interne n'est pas prise en considération)

Les activités à l'intérieur des organisations politiques deviennent des ressources pour la promotion ultérieure dans les fonctions publiques. Même si les équipes gouvernementales, surtout au début de la transition, inclurent des indépendants, la plupart des ministres furent sélectionnés à la base de leur adhésion et leur expérience dans le parti. De la sorte, environ 10 ans de loyauté formelle sont nécessaires afin de recevoir la nomination (moyenne qui reste inférieure aux taux de la région Iancu 2015a). La croissance enregistrée au niveau de l'écart type suggère en même temps qu'il ne s'agit pas d'un échelon politique imperméable au changement, mais plutôt que les partis avaient accompagné les nouvelles promotions par un cordon de sauvegarde formé des anciens leaders politiques. D'autres logiques intrinsèques à l'emprise des partis sur le gouvernement sont visibles au niveau de la sélection. A savoir, les coalitions éclectiques (ou instables) semblent favoriser surtout la nomination des leaders disposant des hautes fonctions à la direction des partis, tandis que les formules gouvernementales à un parti dominant ou à une majorité parlementaire non divisée sont plutôt censées réduire le taux des dirigeants du parti au centre. Il ne s'agit cependant pas de l'articulation d'une logique de cohésion ou d'un teste de loyauté envers l'organisation politique, mais plutôt d'un référentiel commun en vue d'assurer la coordination politique. Même si plus de moitié des ministres

avaient été des leaders de la direction centrale des partis, les partis ne semblent pas sanctionner les « trahisons » politiques. Nous retrouvons ainsi parmi les ministres de la dernière décennie 31 personnes qui avaient quitté leur parti d'origine afin de rejoindre le parti qui avait opéré leur nomination. .

Tableau 2. **Expérience politique et publique des ministres roumains 1990-2014** (années)

		1991	**1992**	**1996**	**1998**	**1999**	**2000**	**2004**	**2008**	**2009**	**2012a**	**2012b**	**2014**
Party Seniority	Mean	.92	1.54	5.16	8.08	8.21	6.46	8.08	10.36	11.05	11.31	13.23	12.84
	Std	0.27	0.76	2.05	2.36	2.41	3.16	5.27	5.15	6.48	7.83	6.51	8.16
Political Seniority	Mean	0.9	1.00	2.82	6.57	5.65	5.29	4.89	8.39	9.96	9.84	10.78	11.76
	Std	0.44	.96	2.75	2.44	3.22	4.36	5.60	5.336	6.38	6.56	6.75	6.25

Source : calculs à la base de nos propres données. L'ancienneté dans le parti – calculée uniquement pour les ministres ayant une affiliation politique lors de leur nomination (à partir de la première date d'adhésion à un parti politique après 1989). L'expérience politique- la durée moyenne écoulée à partir de la première nomination dans une fonction publique jusqu'au moment de la nomination dans une fonction exécutive (pour tous les membres du gouvernement). Les deux indicateurs ne prennent pas en considération les sorties et les retours sur la scène politique.

La politisation des gouvernants fut accompagnée par une valorisation de l'expérience antérieure dans la fonction publique. Si au début des années 2000, cinq ans d'expérience politique (dans des diverses fonctions publiques) suffisaient afin de devenir ministre, à partir de 2008, il faudrait attendre en moyenne plus de huit ans avant de pouvoir recevoir le support du parti pour une fonction exécutive. Cette logique de la professionnalisation des acteurs politiques s'accompagne par la prédictibilité des modèles de carrière. Les filières classiques pour devenir ministre s'imposèrent graduellement: la filière parti-parlementaire ou la cooptation des hauts fonctionnaires se préfigurent en tant que « voies royales » vers l'exécutif (Dogan 1986, Blondel 1986). Le législatif constitue le grand tremplin pour une nomination exécutive. Environ 60% des ministres sont également des élus dans l'Assemblée. La 'parlementarisation' du régime par voie de recrutement ne suit cependant pas le *cursus honorum* à la française : la promotion des anciens élus au niveau local qui deviennent des représentants de la nation et ensuite des ministres (Dogan 1967). Au contraire, il existe dans le cas roumain une centralisation dans les nominations. L'expérience politique dans le territoire vit le jour tardivement, en 2005, avec un tiers des ministres qui avaient commencé leur carrière au niveau des unités territoriales. Il s'agit cependant d'une tendance qui semble s'évanouir à partir de 2009. La réforme du Code électoral (Loi 35/2008) qui introduisait les circonscriptions uninominales dans les élections pour l'Assemblée nationale avait fourni aux partis un substitut fonctionnel pour la relation avec le local (qui ne suppose plus la mobilité sur la verticale des acteurs politiques). En outre, la filière mandarinale avait connu un processus de consolidation. Plus d'un tiers des ministres exhibent une expérience bureaucratique avant leur nomination. Même si on ne peut pas parler d'une véritable cooptation des haut fonctionnaires dans la politique (la mise en application du Statut des fonctionnaires publics date de 2001 - Ionascu 2006), l'expertise technocratique au niveau de l'administration publique est une ressource valorisée durant toute la période. Tout en suivant le modèle français (Suleiman 1974, Dogan 1975), dans l'après adhésion, la Roumanie rejoint les pays de la région dans l'adoption d'une logique de sauvegarde d'un savoir faire décisionnel (Iancu 2015a).

La professionnalisation et la politisation des trajectoires ministérielles conduit donc la création d'une véritable composante du parti dans les fonctions publiques, malgré les taux d'instabilité systémique. Cependant, cette professionnalisation naissante devrait être contrastée à d'autres indicateurs qui suggèrent la prévalence des ressources alternatives, ayant un potentiel d'expliciter la sélection gouvernementale. 25 ans après l'écroulement du régime communiste, le monde académique représente encore une des dimensions principales de légitimation en politique. Si les intellectuels publics se sont confrontés à un isolement politique vers la fin de la transition (Bozoki 1999), l'appartenance des ministres au monde universitaire avait continué influer sur la formation récente des équipes ministérielles. Entre 30-40% des leaders politiques ont détenu ou détiennent encore des ressources du savoir. Etant donné l'importance de l'ancienneté dans la politique et dans les partis pour la sélection gouvernementale, il paraît que les leaders politiques préservent un statut équivoque en agissant en tant que liants cachés entre le monde universitaire et le politique (Iancu 2015b). Une situation analogue peut être identifiée dans les rapports noués entre la société civile (les associations

non gouvernementales, les groupes professionnels etc.) et le politique. En moyenne, un quart des ministres de la dernière décennie en Roumanie présentaient des affiliations (passées) avec le monde associatif. La superposition des deux sphères rend problématique la séparation entre les critiques publiques du pouvoir et la décision politique. Les tissus, parfois inavoués, entre certains secteurs de la société et les représentants dans les fonctions publiques se diversifièrent vers le début des années 2000 en tant que ersatz fonctionnels de la représentation des citoyens. Du coup, des élites politiques furent promues dans les fonctions publiques en vertu de leurs capacités pécuniaires. En 2000-2004 plus de 20% des ministres avaient des liens directs ou des expériences antérieures dans le secteur économique, tandis qu'après cette date le taux des ministres entrepreneurs gravitera autour 36-40% de la population ministérielle. Ce phénomène relativement récent de superposition entre le monde politique et le monde économique semble s'instituer en tant que règle générale dans plusieurs pays de la région à la fois au niveau parlementaire (Semenova et al. 2014) et au niveau gouvernemental (Iancu 2015a). Le langage technicisant et la complexification de la prise de décision contribuent à renforcer la légitimité dans la sélection des leaders qui proviennent du monde des entreprises – des hommes d'affaires, des managers ou des membres des conseils d'administration des multinationales. Ces ressources s'ajoutent aux expériences politiques et cela malgré le potentiel de dérive en ce qui concerne l'intégrité des leaders politiques (conflits d'intérêt, l'appropriation des ressources publiques à des buts privés, corruption etc.). Il paraît que malgré la professionnalisation de la politique, une certaine logique d'entremêle public-privé entre le politique et l'économique s'instaure dans cette nouvelle démocratie.

Filières pour devenir ministre en Roumanie 1990-2014

	Component			
	1	2	3	4
Ressources universitaires	.016	-.762	.051	-.110
Dirigeant local	.014	.640	-.289	-.035
Parlementaires	.843	.115	-.037	-.031
Positions politiques échelons inférieurs exécutif	-.094	.083	.174	.875
Ancien ministre	.283	-.233	-.562	.502
Fonctionnaire public	.005	-.154	.792	.218
Ressources économiques	.144	.660	.202	-.076
Direction Centrale Parti	.853	.006	-.040	-.005

Extraction Method: Principal Component Analysis.Rotation Method: Varimax with Kaiser Normalization. a. Rotation converged in 8 iterations.

Le profil des élites gouvernementales roumaines exhibe à la fois un mélange inextricable de professionnalisation et de persistance des ressources non-politiques au niveau de la sélection (bien après la première nomination dans une fonction publique). Malgré la variation des modèles de recrutement à travers la période, une approche descriptive identifierait quatre grandes composantes dans la sélection gouvernementale: la filière parti-parlementaire classique [Eigenvalue 1.729, variance 21.613], une composante directe ou semi-directe de patronage politique – renvoyant aux ressources locales et économiques [Eigenvalue 1.442, variance 18.031], une composante technocratique – visant les ressources du savoir faire bureaucratique et académique [Eigenvalue 1.089, variance 13.610] et finalement, la dimension de recyclage/ de promotion politique à l'intérieur de l'exécutif [Eigenvalue 1.003, variance 12.534].

Les logiques informelles du recrutement : réseaux semi privés et logiques extrapolitiques

La consolidation des logiques d'intégration des élites politiques postcommunistes et la routinisation du pouvoir sont manifestes dans la déconstruction des trajectoires gouvernementales. Le cas roumain, à part quelques retards lors du début de la transition (la non existence des processus de lustration) ne révèle pas d'exceptions quant à l'articulation d'un profil des acteurs politiques. Les gouvernants roumains semblent subir un processus rapide de professionnalisation et d'adoption des critères classiques de la promotion en politique. Néanmoins, les grandes filières du recrutement n'aboutissent pas expliciter ou comprendre le pluralisme décisionnel et la multitude des facteurs qui

puissent dominer une nomination ministérielle. Le renversement de la méthode de recherche montrera que malgré « l'occidentalisation » les profils politiques, on peut facilement délimiter l'articulation des logiques cachées ou parallèles à la routinisation politique. La tension entre l'informel et le formel qui caractérise en fait toute la période analysée et touche à la fois les nominations des Premiers ministres et de leurs équipes. De la sorte, le premier leader de l'exécutif roumain, Petre Roman, fut sélectionné « dans un cercle plus restait » (Iliescu 1994), avec l'accord du futur Président du pays en vertu des relations familiales et des liens professionnels au sein de l'Ecole Polytechnique (Iliescu & Tismăneanu 2004). Les premières cinq années qui suivirent son mandat ont été dominées par des Premiers ministres indépendants – Stolojan et Văcăroiu, promus en vertu d'une logique de socialisation occupationnelle et de cooptation. La longue expertise dans les structures technocratiques du pouvoir gouvernemental d'avant 1989, notamment dans le secteur des finances et de l'économie, les propulsa dans l'avant scène de la politique roumaine (Stolojan 2003, Văcăroiu& Smeureanu 1998). Le recrutement met en avant des principes de recommandation des tiers, surtout à la base des réseaux 'bureaucratique' et 'économiques' (Văcăroiu & Smeureanu 1998). Il a fallu attendre la période 1996-2000 afin de remarquer les premières traces de politisation dans la recrutement. La sélection des Premiers ministres suivra toujours une logique *sui generis*. La dimension politique est importante, mais il s'agit plutôt d'un refus de la politisation accentuée du leadership de l'exécutif, en vertu de la fragmentation de la coalition gouvernementale. Récemment élu le maire de Bucarest, Victor Ciorbea (1996-1998) avait été une solution de compromis, car il était un des nouveaux membres du parti dominant dans la coalition gouvernementale (PNTcd) (Entretien Ciorbea). C'est uniquement en 1998 que son successeur, Radu Vasile marque le premier essai d'imposer un Premier ministre ayant du support et de l'influence à l'intérieur du parti. Vice-président du PNTcd, Vasile considérait que la fonction de Premier ministre il lui revenait de droit (Vasile 2002). Sa nomination apporta cependant des conflits entre les représentants de tous les partis de la coalition qui présentèrent leurs démissions. Finalement, le Président de l'époque, Emil Constantinescu, imposa en tant que Premier ministre un des ses proches, le Président de la Banque Nationale, Mugur Isărescu. La négociation avec Isărescu eut lieu même avant le début des consultations avec les partis de la coalition gouvernementale (Constantinescu 2004). De la sorte, il a fallu attendre le début des années 2000 pour que la désignation du dirigeant de l'équipe gouvernementale s'inscrive dans la logique d'un parlementarisme classique où le Premier ministre est également le leader du parti au gouvernement. Dorénavant, tous les Premiers ministres furent également les présidents du principal parti formant l'exécutif. Ces leaders n'étaient plus des nouveaux entrants dans la politique et ils avaient bien compris que leur capacité de diriger l'exécutif est en grande partie donnée par l'autorité à l'intérieur de l'organisation politique d'origine (Entretien Năstase). Une seule exception à cet égard s'imposa dans la période récente, toujours en tant que résultat de l'activisme présidentiel : Mihai Răzvan Ungureanu (février–avril 2012). Un intellectuel public, ayant de l'expérience en tant que ministre, mais aussi en tant que diplomate, Ungureanu bénéficia à travers sa carrière du support des intellectuels publics (Ungureanu 2006). Sa nomination à la direction du gouvernement, ayant comme but principal d'assurer la continuité décisionnelle jusqu'aux élections avait fini dans un impasse. L'adoption d'une motion de censure força le gouvernement présenter son mandat après deux mois. Le cas d'Ungureanu montre d'ailleurs l'importance acquise par la socialisation préalable au sein des partis et la précarité de toute tentative de faire recours à des personnes qui ne disposent pas de relations personnelles et directes avec les bases territoriales et les élus du parti qui assure le support parlementaire.

L'émergence d'un principe de politisation dans la nomination des Premiers ministres eut des conséquences notables au niveau des mécaniques de recrutement des membres des exécutifs. Au début du postcommunisme, les mécanismes personnalisés de socialisation professionnelle substituèrent dans le cas des ministres une expérience politique acquise au niveau du parti. Les premières équipes gouvernementales ont maximisé les héritages du passé qui devinrent des garanties de fidélité des acteurs censés gouverner. Le cabinet provisoire prit naissance à partir d'un brainstorming (CFSN) suivant le principe « de la confiance garantie par un tiers ». Il existe un mélange inextricable au début de la transition entre les principes de reproduction des anciens nomenclaturistes, la promotion des réseaux privés universitaires ou des instituts de recherche (Ionascu 2007) et le simple hasard. Certains ministres sont nommés par des proches dans leur absence

(Vătășescu 1996, Negrițoiu 2003), tandis que d'autres sont promus à la base des connaissances personnelles (Babiuc). Malgré le fait que les Premiers ministres de l'époque s'arrogent *ex post* l'autorité dans la sélection gouvernementale (Entretien Roman), les sélecteurs réels n'étaient ni la personne du Premier ministre, ni les partis en plein processus de consolidation. La sélection en réseau à la base des ressources personnelles se prorogea durant la période ultérieure, lorsque Văcăroiu (1992-1996) avait apporté au gouvernement ses anciens collègues du ministère des Finances d'avant et d'après 1989 (à cette époque, la plupart des indépendants). Des diverses filières sont suivies pour la formation de l'exécutif: l'expérience bureaucratique de l'échelon secondaire de l'Etat communiste, des fidèles du Président, des proches des membres consacrés du gouvernement ou encore des délégués du parti naissant. Il faudrait mentionner d'ailleurs que les gouvernements des années 1990 avaient fonctionné en tant que dispositifs de recrutement (ou de renouvellement) des partis. A savoir, grand nombre des secrétaires d'Etat (mais aussi des ministres indépendants) nommés durant cette étape à la base des relations personnelles entreront dans la politique et deviendront ensuite des ministres, parlementaires, etc.

Tout comme dans le cas des Premiers ministres, le premier grand moment de rupture et de structuration dans la sélection ministérielle eut lieu lors de la première alternance au pouvoir en 1996-2000. La logique d'algorithme politique fit que les leaders de l'exécutif perdirent le peu d'influence dans la construction de leurs équipes dans la faveur du leadership des partis membres de la coalition. Dans ce contexte, la politisation de la sélection tout comme une certaine socialisation politique (même si toujours personnalisée) étaient des prérequis pour l'octroi d'une fonction ministérielle. La plupart des ministres se connaissaient entre eux et ils avaient travaillé ensemble surtout dans l'Assemblée (Entretiens Ionescu, Nicolai). Même si les logiques de sélection dépendirent des partis d'extraction (et de l'habilité des partis d'imposer un certain ministre), l'échec ou la marginalisation des indépendants ou des personnes qui ne disposaient plus du support substantiel du parti suggèrent la naissance de la représentation politique classique au sein des gouvernements (Entretiens Babiuc, Dăianu). On est cependant loin du fonctionnement paradigmatique d'un parti au gouvernement. Les fonctions sont négociées, réclamées par les leaders des partis afin de contenter leurs fidèles. On passe même à la création des ministères supplémentaires afin de pouvoir récompenser l'activisme partisan ou les relations d'amitié dans la coalition (Ciorbea & Vălenaș 2003). Les élites intègrent les institutions et non pas l'inverse. Il s'agit d'une période où les réseaux dominent le gouvernement où des factions se confrontent ou encore sont pacifiées à la base de la redistribution des fonctions publiques. Cependant, les procédures de sélection sont loin d'être unitaires. Le Parti Démocrate qui avait connu l'exercice gouvernemental au début des années 90 (en tant que faction des sociaux démocrates) institua des principes de promotion et de valorisation du leadership du parti et des expériences politiques antérieures. A l'opposée, les partis se trouvant pour la première fois au gouvernement avaient plutôt mis en avant des principes éclectiques imbriquant des ressources académiques et des relations personnelles. Les critères variables de sélection engendrèrent des blocages et des asymétries dans le fonctionnement des exécutifs. En outre, pour la première fois, les conflits saillants pour la primauté gouvernementale supposent des accuses et des attaques visant l'intégrité des collègues impliqués dans des affaires de corruption (Constantinescu 2004).

A partir des années 2000, la scène politique se clarifie et se professionnalise. La formation de l'équipe gouvernementale de la période 2000-2004 prenait en considération plusieurs critères - en principal la loyauté interprétée en tant qu'une forme d'activisme politique durant la période d'opposition. D'autres dimensions furent rajoutées dans la formation du gouvernement : la territorialisation de la politique et la diversification des élites - le rajeunissement des acteurs politiques, tout comme la continuité de certains figures clés du parti (Entretiens Năstase, Andronescu). La plupart des nominations de la période sont le résultat de la manière dans laquelle le PDSR/PSD avait mené sa politique de recrutement. Les leaders du PSD ont systématiquement encouragé un type de sélection par cooptation et l'accumulation de l'expérience politique. L'intégration des acteurs politiques ayant détenu des fonctions exécutives, que ce soient-ils des indépendants ou des membres de parti, dans des positions éligibles sur les listes parlementaires et ensuite, leur promotion dans les équipes gouvernementales avaient encouragé la cohésion du parti. La création du gouvernement Tăriceanu, en 2004, confirme partialement ces nouvelles tendances. Dans ce cas, la politisation des

nominations s'accompagne des principes éclectiques de sélection. Tout comme dans 1996-2000 les indépendants ou les marginaux dans les partis, choisis pour leur prestige public, ont plutôt des présences éphémères dans les équipes gouvernementales. Ils invoquèrent à l'occasion de leurs démission soit des pressions politiques sur la politique de sélection à l'intérieur des ministères qu'ils dirigeaient (Ionuț Popescu 2005), soit le sous-financement de leur secteur d'activité (Miclea 2005), ou encore le fait que des restructurations gouvernementales ont vidé de signification leurs mandats en favorisant d'autres ministres de la coalition (Vicol 2005). Des ministres indépendants accusèrent également *ex post* des pressions visant leur activité décisionnelle, notamment des pressions visant les demandes de protection illicite par rapport à d'autres membres de l'équipe gouvernementale (Macovei 2014). Nonobstant, les technocrates sont une exception. La plupart des nominations imbriquent des logiques politiques à des relations personnelles. Le parti du Premier ministre Tăriceanu (PNL) avait choisi ses ministres parmi les fidèles du Premier ministre dans le parti. L'UDMR avait promu des acteurs politiques plus jeunes disposant à la fois d'une longue expérience politique. Mais bien au delà de ces attributs personnels, le Président du parti, devenu vice-premier ministre, avait favorisé pour de telles fonctions plutôt des acteurs politiques qui lui étaient proches. Enfin le PD, avait opté pour ne pas proposer « les grands » du parti (ce que d'ailleurs expliqua les pressions politiques pour la démission du gouvernement et l'organisation des élections anticipées). A partir des années 2005, malgré un personnalisme récupéré en tant que critère de sélection organisationnelle, des nouvelles contraintes politiques s'ajoutent dans la configuration de l'élite gouvernementale. A savoir, à partir de 2007, le gouvernement Tăriceanu devint minoritaire. Par la suite, le Premier ministre avait inséré dans le gouvernement des acteurs politiques membres de la faction opposée dans le parti. En outre, le profil des élites commence à soulever des problèmes dans la nomination quant à leur intégrité politique. Les racines d'une politique de la transparence, identifiées en 1996, vont être maximisées à partir de cette étape. La période Tăriceanu fut ainsi marquée par des accuses successives visant la corruption de ses représentants. Les réactions publiques divergèrent quant à la mise sous accusation des leaders politiques. Une partie des élites politiques associèrent les nombreux dossiers de corruption contre les ministres au dévoilement des pratiques privés du pouvoir (surtout les membres de l'opposition v. Ponta 2007), tandis que d'autres représentants de la direction des partis ciblés par de tels cas accusèrent « le chantage politique » à la base des instruments juridiques (Nicolai, BBC 13 juin 2007). Néanmoins, à partir de 2007, grande partie des membres des équipes gouvernementales se trouvent sous l'investigation pour des potentielles affaires de corruption.

La logique du combat politique et le pluralisme dans les principes de sélection continuèrent dans les gouvernements récents. Les équipes gouvernementales dirigées par Emil Boc apportèrent à la fois au premier plan d'anciens ministres du Parti Démocrate, tout comme des nouveaux venus, surtout des proches du Président Traian Băsescu. Derechef, il existe des filières distinctes (et cachée) qui pourront expliquer la sélection gouvernementale. Des leaders du local, des membres du leadership central du parti, des anciens conseillers du Président (qui ultérieurement ont rejoint le parti au gouvernement dans la direction centrale) font partie de ces équipes. Les scandales récents portant sur l'intégrité des ministres de la période dévoilent également la persistance des logiques en réseaux, et en outre, si les accuses se confirment, l'importance d'une composante financière dans la sélection qui compte à la fois dans le financement des partis, mais aussi dans une certaine distribution des biens publics par rapport aux sponsors privilégiés. Les investigations en cours ont relevé une tendance poussée vers l'octroi de contrats préférentiels, des pots-de-vin et des coopérations trans-partisanes à la base des relations qui précédèrent la nomination dans les fonctions publiques. En même temps, on remarque la persistance des réseaux apolitiques de promotion, ou au moins, la permanence de la recommandation parfois extra-partisane pour l'entrée et la promotion dans la fonction gouvernementale (Ungureanu 2006, Vass 2006, Paleologu 2006). Les différences entre les partis ne sont cependant pas négligeables. Les socio-démocrates (les deux derniers gouvernements Ponta), même si moins institutionnalisés par rapport au début des années 2000, montrent la même tendance d'entremêle entre les logiques de cooptation des nouveaux venus à la base des recommandations et la valorisation de l'expérience acquise. De l'autre côté, la droite politique, se trouve toujours à la recherche d'un juste milieu entre la promotion des anciens leaders (dont la proportion est moins

élevée que dans le cas de la gauche) et le besoin de renouvellement politique (qui passa jusqu'à présent par un principe de personnalisation très centralisé dans la cooptation).

Conclusions

La sélection des élites politiques reste toujours un sujet relativement peu étudié. Malgré l'intuition quasi-générale que les nominations politiques influent directement les pratiques institutionnelles, le profil des dirigeants politiques et leurs logiques de sélection, les élites jouent au niveau de la littérature le rôle des facteurs résiduels dans l'explicitation des grands processus politiques. Le peu d'attention reçue par les interactions entre les élites et l'articulation du régime trouve une justification dans la grande diversité qui régit la promotion dans les fonctions publiques. L'importance des clusters de variables qui définissent le recrutement varie à travers le temps, le contexte du pays, le parti politique, mais avant tout au niveau des divers cas individuels. Par la suite, il est difficile d'estimer l'impacte de la sélection sur des transformations systémiques ou des processus nationaux. Est-ce que le simple fait que les élites politiques se diversifient et disposent d'une longue expérience politique similaire aux démocraties occidentales sont des raisons suffisantes d'inférer un processus substantiel de « professionnalisation » et donc, la mise en place de bonnes pratiques institutionnelles? L'analyse du cas roumain semble suggérer la potentialité d'un conflit au niveau de l'analyse entre les démarches procédurales et les approches visant la déconstruction des influences informelles. La politisation des équipes gouvernementales, le contrôle du gouvernement par les partis furent doublés par la persistance des logiques cachées de patronage politique.

Les stratégies visant la maximisation du pouvoir du leadership des organisations politiques et des personnages clés de la vie politique, les logiques de reproduction du pouvoir en réseau sont loin d'être des caractéristiques des étapes transitionnelles. Même les principes de « recommandation » d'un tiers puissent être identifiées dans les sociétés contemporaines, des démocraties consolidées, où le patronage est inscrit dans la tradition décisionnelle (e.g. Italie, Espagne, Autriche, Belgique, etc.). Dans une manière similaire, la superposition des ressources extérieures au monde politique, surtout des ressources économiques, semble émerger dans ce type de sociétés. Ce qui semble caractéristique aux nouvelles démocraties, notamment au cas roumain, est l'incapacité d'une diversification fonctionnelle entre la sphère privée et la sphère publique et l'incapacité des cadres institutionnels à contourner l'articulation des processus biunivoques de support public-privé. Si dans l'étape préliminaire de la sélection, les relations personnelles jouent un rôle important, la professionnalisation de la politique suppose le remplacement de tels critères de sélection à mesure que l'acteur politique avance dans la carrière. Le savoir, l'activisme civique ou les ressources économiques sont censées constituer des tremplins en politique pour être ensuite abandonnées en vue de l'accumulation de l'expérience. Or dans les nouvelles démocraties, surtout dans le cas roumain, il paraît que l'informel dans le recrutement représente une constante. La superposition des ressources est souvent liée à des réseaux soit trans-partisanes, soit fragmentaires qui ne recoupent pas les frontières d'un parti politique. Cette asymétrie entre la sphère du parti et les réseaux de support d'un acteur gouvernemental conduit premièrement à une impossibilité pratique d'établir des relations de loyauté et discipline à l'intérieur d'un parti politique (entre l'organisation politique et les représentants dans les fonctions publiques), mais encore plus important, une impossibilité de bâtir des relations de responsabilité prédictibles par rapport aux membres individuels des exécutifs.

Au niveau de la littérature, plusieurs éléments concourent dans l'explication de la qualité de la démocratie dans les sociétés contemporaines (e. g. élections compétitives, pluralisme démocratique, la participation politique, la responsabilité des acteurs etc.). Néanmoins, la différence spécifique entre l'intégration des élites dans les cadres démocratiques et des régimes autocratiques ne réside pas uniquement dans des facteurs exogènes au recrutement (de nature institutionnelle). Les procédures de sélection et les logiques sous-jacentes aux nominations publiques révèlent une explication alternative pour l'émergence des pathologies ou des dérives démocratiques. Dans le cas roumain, on pourrait ainsi lire les affaires de corruption récentes par le biais de la non-correspondance entre l'idéal type du parti au gouvernement en tant que dernier sélecteur pour la fonction publique et les loyautés implicites

des acteurs politiques. L'impossibilité des partis politiques à se transformer dans des agences de recrutement et de « surveillance » contribue directement à une routinisation de l'informel et créent des relations contradictoires en termes de fidélité politique (qui ne visent pas le mandat indirectement fourni par les électeurs aux urnes).

REFERENCES

AGH, A., « Post-Accession Crisis in the New Member States: Progressing or Backsliding in the EU? », *Studies of Transition States and Societies*, no. 2, 2010, pp. 74-95 ;

BEST, H., HIGLEY, J., *Democratic Elitism: New Theoretical and Comparative Perspectives*, Brill, Leiden, Boston, 2010.

ANDEWEG, R. B., "Ministers As Double Agents? The Delegation Process between Cabinet and Ministers", *European Journal of Political Research*, no. 37, 2000, pp. 377-395.

ANSELL, C. K., FISH, S., « The Art of Being Indispensable. Noncharismatic Personalism in Contemporary Political Parties", *Comparative Political Studies,* Vol. 32, No. 3, Mai 1999, Pp. 283-312

BATORY, A., « Why do anti-corruption laws fail in Central Eastern Europe? A target compliance perspective », *Regulation & Governance*, vol. 6, 2012, pp. 66–82

BERMEO, N., "Ministerial Elites in Southern Europe: Continuities, Changes and Comparisons." In DE ALMEIDA, P.T., PINTO, A. C., BERMEO, N., *Who Governs Southern Europe? Regime Change and Ministerial Recruitment 1850-2000*. Frank Cass, London, Portland, 2003, pp 191-213

BILLIE, L. « Democratizing a democratic procedure ? Myth and reality? Candidate selection in Western European Parties », *Party Politics,* Vol. 7, no.3, 2001, Pp. 363-380.

BLONDEL, J., *Government Ministers in the Contemporary World*, Sage Publication, London, 1986,

BLONDEL, J., COTTA, M., *Party government. An Inquiry into the Relationship between Governments and Supporting Parties in Liberal Democracies*, MacMillan Press Ltd., 1996.

BLONDEL, J., COTTA, M., *The nature of party government A comparative European Perspective*, Palgrave, Londre, 2000

BLONDEL, J., « Party government, patronage and party decline in Western Europe » in GUNTHER, R., MONTERO, J.R., LINZ, J.J, *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford University Press, 2002, Pp. 233-257

BLONDEL, J., MANNING, N., « Do Ministers Do What They Say? Ministerial Unreability, Collegial and Hierachical Governments », *Political Studies*, Vol. 50, 2002, Pp. 455-476

BLONDEL J., MULLER ROMMEL, F., MALOVA D., *Governing New European Democracies,* Palgrave Macmillan, 2007.

BOZOKI, A. « Introduction » in Bozoki, A., (ed.) *Intellectuals and Politics in Central Europe*, CEU Press, Budapest, 1999, pp. 1-19.

BUDGE, I., et al. 2000, *Party Governments in 48 Democracies (1945-1998)* Kluwer, Dordrecht, 2000.

CIORBEA, V., VĂLENAŞ, L., *Republica iresponsabililor - Convorbiri cu Victor Ciorbea*, Tritonic, Bucarest, 2003.

CONSTANTINESCU, E., *Timpul dărâmării, timpul zidirii,* Vol. II et III, Universalia, Bucarest, 2002.

COSTA, O., KERROUCHE, E., *Qui sont les députés français? Enquête sur des élites inconnues*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007

COTTA, M., VERZICHELLI, L., *Democratic Representation in Europe. Paths of Institutional Development and Elite Transformations*, OUP, Oxford, 2007

CRISAN, G., *Piramida puterii – Oameni politici si de stat, generali si ierarhi din Romania (decembrie 1989-10 martie 2004)* vol I et II, ed. Pro Historia, Bucarest, 2004 ;

CZUDNOWSKI, M., «Political Recruitment», in GREENSTEIN, F., POLSBY, N., (eds.) *Handbook of Political Science,* Vol. 2, MicroPolitical Theory, Addison-Wesley Publishing Company, 1975, Pp. 155-242.

DAHL, R., *Qui gouverne?*Armand Colin, Paris, 1971

DELLA PORTA, D., VANNUCCI, A., *Corrupt Exchanges*, De Gruyter, New York, 1999

DOGAN, M., CAMPBELL, P., « Le personnel ministériel en France et en Grande Bretagne », *Revue Française de Sciences Politiques,* Vol. VII, N.2, avril - juin, octobre –décembre 1957 Pp.313-345, 793-824,

DOGAN, M., *The Mandarins of Western Europe. The Political Role of the Top Civil Servants*, Sage Publications, Londre, 1975

DOGAN, M., « How to Become a Cabinet Minister in France. Career Pathways, 1870 -1978 », *Comparative Politics,* Vol. 12, Nr. 1, Octobre 1979, Pp.1-24.

DOGAN, M., "Introduction: Selecting Cabinet Ministers" , IDEM (ed.), *Pathways to Power: Selecting Rulers in Pluralist Democracies*, Westview Press, Boulder, CO , 1989, Pp. 1-19

DOGAN, M., HIGLEY, J., *Elites, Crises and the Origins of Regimes,* Rowman et Littlefiled, 1998,.
DOGAN, M., « Introduction. Diversity of Elite Configurations and Clusters of Power » DOGAN, M., (ed.), *Elite Configurations at the Apex of Power,* Brill, Boston, 2003, pp. 1-17.
DOGAN, M., "Parliamentarians as Errand-Boys In France, Britain, and the United States", *Comparative Sociology*, vol. 6, no. 4, 2007, pp. 430-463
EDINGER, M., VOGEL, L., "Role Perceptions, Party Cohesion and Political Attitudes of East and West German Parliamentarians Findings from the Jena Parliamentary Survey (2003-4)", *Sociologický časopis/Czech Sociological Review*, vol. 41, no. 3, 2005, pp. 375-399
EDINGER, M., « Elite Formation and Democratic Elitism in Central and Eastern Europe: A Comparative Analysis. », In BEST, H., HIGLEY, J., (eds.) *Democratic Elitism: New Theoretical and Comparative Perspectives*, Leiden, Boston, Brill, 2010, pp. 129-153 (pp. 139-140)
ETZIONI-HALEVY, E., *The elite connection. Problems and potential of Western Europe*, Polity Press, Cambridge, 1993.
EYAL, G., TOWNSLEY, E., SZELENYI, « The Theory of Post-Communist Managerialism », *New Left Review*, No. 222, 1997, pp. 60-92
EYAL, G., SZELENYI, I., TOWNSLEY, E., *Making Capitalism without Capitalists. Class formation and Elite Struggles in PostCommunist Central Europe*, Verso, London, New York, 1998
FINK-HAFNER, D., « Post-accession Politicization of National EU Policy Coordination: the case of Slovenia », *Public Administration*, vol. 92, 2014, pp. 39–54.
GALLAGHER, M., "Introduction", in GALLAGHER, M., MARSH, M. (eds.), *The Secret Garden: Candidate Selection in Comparative Perspective*, Sage, London 1988
GALLAGHER, T., *Theft of a Nation*: *Romania Since Communism*, C. Hurst, Londre, 2005.
GAXIE, D., GODMER, L., « Cultural Capital and Political Selection: Educational Backgrounds of Parliamentarians, » In Cotta, M., Best, H., (eds) *Democratic Representation in Europe. Diversity, Change, and Convergence,* Oxford University Press, Oxford, 2007, pp. 106-135
GHERGHINA, S. « Going for a Safe Vote: Electoral Bribes in Post-Communist Romania », *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*, vol. 21, 2013, pp. 143-164.
GUNDLE, S. « The Rise and Fall of Craxi's Socialist Party » in GUNDLE S., & PARKER, S., (eds) *The New Italian Republic: From the Fall of the Berlin Wall to Berlusconi*, Routledge, Londre, 1996, pp. 85-98 ;
HAZAN, R., RAHAT, G., « Candidate Selection Methods and Consequences », KATZ, R., CROTTY, W., (eds.), *Handbook of Political Parties,* Sage, Londre, 2006, Pp. 109-122
HAZAN, R., VOERMAN, G., "Electoral Systems and Candidate Selection", *Acta Politica*, vol. 41, 2006 pp. 146-162
HAZAN, R., RAHAT, G., *Democracy within Parties Candidate Selection Methods and Their Political Consequences*, Oxford University Press, Oxford, 2010.
HELLER, W., MERSHON, C., *Legislative Party Switching, Parties and Party Systems,* Palgrave Macmillan, New York, 2009
HIGLEY, J., GUNTHER, R., *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992.
HIGLEY, J., KULLBERG, J., PAKULSKI, J., "The Persistence of Postcommunist Elites", *Journal of Democracy*, vol.7, no. 2, 1996, pp. 133-147.
HIGLEY, J., LENGYEL, G., « Elite Configurations after State Socialism » dans IDEM (eds.), *Elites After State Socialism*. Lanham: Rowman & Littlefield, 2000, pp.1-21
HUNTINGTON, S., Political Order in Changing Societies, Yale University Press, New. Haven, 1968.
IANCU, A.,(b)"Kowledge and Power in the Romanian case. University Educationand its Legitimising Force" in BIEBER, F., HEPPNER, H., (eds.) *Societal Evolution or Social Ruin? Universities and Elite Formation in Central, Eastern and South Eastern Europe,* Lit Verlag (à paraître 2015).
IANCU, A.,(a)"„La crise de la représentation politique dans les Pecos : Regards croisés - passé et présent - sur la sélection gouvernementale » in PHILLIPE CLARET (ed*.), L'Europe centrale et orientale, vingt-cinq ans après la chute du Mur de Berlin. Retour sur l'« expérience postcommuniste »* (à paraître 2015)
ILIESCU, I., *Revoluţie şi Reformă [Révolution et Réforme],* éd. Enciplopedică, Bucarest, 1994.
ILIESCU, I., TISMĂNEANU, V., *Marele şoc Din finalul unui secol scurt [Le grand choque. Du final d'un court siècle]*, ed Enciclopedică, Bucarest, 2004.
IONASCU, A., "Perenitatea Mostenirii Comuniste. O Analiza a Elitelor Guvernamentale in ICCMER, *Elite comunista inainte si dupa 1989*, Polirom, Bucarest, 2007, pp. 231-265
IONASCU, A., „ FromPolitical to Party Patronage: The Case of the Romanian post-communism", *Sfera Politicii*, No. 123-124, 2006, pp.62-77
ILONSZKI, G., VÁRNAGY , R., "From party cartel to one-party dominance. The case of institutional failure"

East European Politics, Vol.30, no.3, 2014, pp.412-427

KAMINSKI, A.Z., KURCZEWSKA, J., ”Strategies of Post-Communist Transformations: Élites as Institution-Builders”, in GRANCELLI, B., (ed.) *Social Change and Modernization: Lessons from Eastern Europe*, Walter de Gruyter, Berlin, 1995, pp. 131-52

KATZ, R., ”The Problem of Candidate Selection and Models of Party Democracy”, *Party Politics*, vol. 7, no. 3, 2001, pp. 277-296.

KATZ, R., « Party in Democratic Theory » KATZ, R., CROTTY, W., (eds.) *Handbook of Political Parties*, pp.34-47.

KELLER, S., *Beyond the Ruling Class. Strategic Elites in Modern Society*, Random House, New York, 1963

KENIG, O.,"The social representativeness of cabinet ministers in Israel: Are the gaps closing?", *Representation*, vol. 50, no,2, 2014, pp.177-191

LIJPHART, A., « A Note on the Meaning of the Cabinet Durability », *Comparative Political Studies*, Vol. 17, No.2, 1984.

LIJPHART, A., «Measures of Cabinet Durability: A Conceptual and Empirical Evaluation», *Comparative Politics Studies*, vol. 17, no. 2, 1984, Pp. 256-279.

KOPECKÝ P. MAIR P. AND SPIROVA M. (eds.) *Party Government and Party Patronage in European Democracies* Oxford University Press, Oxford, 2012

MARVICK, D., «Continuities in Recruitment Theory and Research : Towards a New Model » EULAU, H., CZUDNOZSKI, M., (eds), *Elite Recruitment in Democratic Polities. Comparative Studies Across Nations*, Halsted Press, Sage, New York, 1976

MEYER-SAHLING, J-H., VEEN, T., « Governing the Post-Communist State: Government Alternation and Senior Civil Service Politicisation in Central and Eastern Europe », *East European Politics*, vol. 28, no. 1, 2012;

MEYER-SAHLING, J-H., « The Changing Colours of the Post-Communist State: The Politicisation of the Senior Civil Service in Hungary », *European Journal of Political Research*, vol. 47, 2008, pp. 1-33;

MINK, G., SZUREK, J., « De la nomenklatura polonaise aux élites économiques de l'après communisme », en SULEIMAN, E., MANDRAS, H., *Le recrutement des élites en Europe*, La Découverte, Paris, 1995.

MÜLLER, W., "Political Parties in Parliamentary Democracies: Making Delegation and Accountability Work", *European Journal of Political Research*, vol. 37, no. 3, May 2000, pp. 321-322

MUNGIU-PIPPIDI, A., *Politică după communism,* Humanitas, Bucarest, 2002

NASSMACHER, K-H., "Regulation of party finance:, KATZ, R., CROTTY, W. (eds.), *Handbook of Political Parties,* Sage, Londre, 2006, pp.446-456

NORRIS, P., « Recruitment » KATZ, R., CROTTY, W., (eds.), *Handbook of Political Parties,* Sage, Londre, 2006, Pp. 89-109.

O'DWYER, C., *Runaway State-Building: Patronage Politics and Democratic Development*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2006

PENNINGS, P., HAZAN, R.Y., ”Democratizing Candidate Selection: Causes and Consequences”, *Party Politics*, vol. 7, no. 3, May 2001, pp. 267-275

POGUNTKE, T., WEBB, P. (eds.), *The Presidentialisation of Politics*, Oxford University Press, Oxford, 2005;

PREDA, C., *Rumânii fericiți. Vot și putere de la 1831 până în prezent*, Polirom, Iași, 2011

PRIDHAM, G., "Uneasy Democratisations Pariah Regimes, Political Conditionnality and Reborn Transitions in Central and Eastern Europe", *Democratization*, Vol. 8, No.4, 2001

PRIDHAM, G., « Romania and EU membership in comparative perspective: A post-accession compliance problem? – The case of political conditionality », *Perspectives on European Politics and Society*, vol. 8, 2007, pp. 168-188.

PREWITT, K., *The recruitment of Political Leaders: A Study of Citizen-Politicians*, Bobbs-Merrill, Indianapolis and New York, 1970

PROTSYK, O., MATICHESCU, L.M., "Clientelism and Political Recruitment in Democratic Transition: Evidence from Romania," *Comparative Politics*, Vol 43, No.2, 2011 pp 207-224

RUPNIK, J., « From Democracy Fatigue to Populist Backlash », *Journal of Democracy,* vol. 18, no. 4, 2007, pp.17-25 ;

ROUSSO, A., STEVES, F., « The effectiveness of anti-corruption programs. Preliminary evidence from the postcommunist transition countries », in SUSAN ROSE-ACKERMAN, *International Handbook on the Economics of Corruption*, Edward Elgar, Massachusetts, 2006

PUTNAM, R., *The Comparative Study of Political Elites*, PrenticeHall, New Jersey, 1976

SADURSKI, W., CZARNOTA, A., KRYGIER, M., *Spreading Democracy and the Rule of Law? The Impact of EU Enlargement on the Rule of Law, Democracy and Constitutionalism in Post-Communist Legal Orders*, Springer, 2006.

SHABAD, G., SLOMCZYNSKI, K., "Inter-Party Mobility among Parliamentary Candidates in Post-Communist East Central Europe," *Party Politics*, vol.10, 2004, pp.151-176.

STEEN, A., *Between Past and Future: Elites, Democracy and the State in Post-Communist Countries. A Comparison of Estonia, Latvia and Lithuania*, Ashgate, Aldershot, Bookfield USA, Singapore, Sidney, 1997

ROBINS, R., *Political Institutionalisation and the Integration of Elites*, Sage Library of Social Research, Beverly Hills, London, 1977.

SEARING, D., "Roles, Rules, and Rationality in the New Institutionalism", *The American Political Science Review,* vol. 85, no. 4, 1991, pp. 1239-1260

SELIGMAN, L. G., « Elite recruitement and political development », *Journal of Politics,* Vol. 26, No.3, Août 1964, Pp. 612-626

SELIGMAN, L. G, « Political Parties and the recruitment of political leadership », EDINGER, L. J. (eds.), *Political Leadership* in Industrial Societies: Studies: Studies in Comparative Analysis, John Wiley, New York, 1967, Pp. 294-315

SEMENOVA, E., ET. AL, *Parliamentary Elites in Central and Eastern Europe. Recruitment and representation* Routledge, Oxon, New York, 2014.

SIAVELIS, P. M., MORGENSTERN, S., *Pathways to Power Political Recruitment and Candidate Selection in Latin America*, The Pennsylvania State University PressUniversity Park , Pennsylvania, 2008

SULEIMAN, E., *Politics, Power and Bureaucracy in France*, Princeton University Press, New York, 1974, pp.165-185.

TANASOIU, C., « Europeanization post-accession: rule adoption and national political elites in Romania and Bulgaria », *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 12, 2012, pp. 173-193;

TANZI, V., SCHUKNECHT, L., *Public Spending in the 20th Century*, Cambridge University Press, Cambridge, 2000.

TISMANEANU, V., « Romanian Exceptionalism? Democracy, Ethnocracy, and Uncertain Pluralism in Post-Ceausescu Romania »,DAWISHA, K., PARROTT, B., (eds.) *Politics, Power, and the Struggle for Democracy in South-East Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, Pp. 403-451

THORNHILL, C., *A Sociology of Constitutions . Constitutions and State Legitimacy in Historical-Sociological Perspective,* Cambridge University Press, Cambridge, 2013

VAN BIEZEN, I., KOPECKY, P., « The State and the Parties : Public Funding Public Regulation and Rent Seeking in Contemporary Democracies », *Party Politics*, vol. 13, 2007, pp. 235-254 ;

VAN BIEZEN, I., MAIR, P., POGUNTKE, T., « Going, going… gone? The Decline of Party Membership in Contemporary Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 51, 2012, pp. 24-56 ;

VASILE, R., *Cursă pe contrasens- Amintirile unui Prim-ministru*, ed. Humanitas, Bucarest, 2002.

VĂCĂROIU, N., SMEOREANU, G., *Nicolae Văcăroiu al 60-lea Prim ministru- Carte de interviuri de Gheorghe Smeoreanu*, ed Intact, 1998.

***, *Protagonişti ai vieţii publice* [*Les protagonistes de la vie publique],* 3 vol., Agenţia Naţionala de Presa Rompres, Bucarest, 1994;

***, *Personalitati publice, politice 1992-1994 [Personnalités publiques, politiques 1992-1994]*, ed. Holding Reporter, 1994 ;

***, Personalitati publice, politice 1995-1996*[Personnalités publiques, politiques 1995-1996]* (3ème édition), ed. Holding Reporter, 1996,

***, Personalitati publice, politice 1996-1997*[Personnalités publiques, politiques 1996-1997]*, ed. Holding Reporter, 1997 ;

***, *Who's Who in Romania 2002,* Pegasus Press, Bucarest, 2002,

Liste de nos entretiens (directement cités avec les notes biographiques des répondants) :

ANDRONESCU ECATERINA – recteur de l'Ecole Polytechnique. Membre PDSR/PSD de 1996 et vice-président du parti. Député et sénateur (1996-2015). Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Enseignement (1995-1996) et Ministre de l'Enseignement (2001-2003) PSD

ATHANASIU ALEXANDRU – Professeur Universitaires Faculté de Droit. Député 1992-1996 (le Parti L'Alliance Civique), Sénateur (2000-2008) PSD. Ministre du Travail et de la Solidarité Sociale (1996-1999), Ministre de l'Enseignement (2003-2004) PSDR. Membre du Parti Alliance Civique (1991-1996) ; Membre du PSDR et ensuite Président du parti (1996/1999-2001), Membre du PSD

BABIUC VICTOR – Député (1990-2004). Ministre de la Justice (1990-1991), Ministre de l'Intérieur (1991-

1992), Ministre de la Défense (1996-2000). Membre du FSN 1990-1992. Membre du PD et vice-président PD (1995-2000), membre PNL et vice-président du Conseil National du PNL (2000-2002), PD (2003-). Le Président de la Chambre de Commerce et Industrie Roumaine (2005-2007)

CIORBEA VICTOR, leader syndical (1990 ; 1994). Elu maire Bucarest 1996 au nom de la Convention Démocrate, Premier ministre, vice-président PNTcd après sa nomination (1997-1998). Président du PNTCD en 2011, membre PNL 2012-présent. Sénateur 2012-2014. Ombudsman (2014-Présent)

COMAN GABRIELA - 1992-2000 haut fonctionnaire domaine: protection de l'enfant. 2001 Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Solidarité Sociale (Agence Pour la protection de l'Enfant 2001-2004). Consultant UNICEF régional. 2007 Directeur ONG. A partir de 2014 secrétaire d'Etat; Agence Protection l'Enfant

DĂIANU DANIEL – économiste Banque Nationale (1992-1997) et professeur universitaire. Ministre des Finances technocrate (1997-1998) (support PNL), membre Correspondant de l'Académie Roumaine. Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale (2014-). Euro parlementaire PNL (2007-2009)

DUMITRU ELENA – député FSN (1990-1992). Vice-président du PD (1992). Conseiller de la Chambre des Députes (1992-2000). Secrétaire d'Etat département politiques nationales et Ministre du Travail et de la Solidarité Sociale et de Famille (2000-2004), PSD.

IONESCU CONSTANTIN DUDU, Secrétaire général adjoint du PNTCD et vice-président du PNTCD ; secrétaire d'Etat au Ministère de la Défense, membre du gouvernement (1996-1999); Ministre de l'Intérieur (1999-2000), actuellement conseiller présidentiel (2015-)

KELEMEN HUNOR- secrétaire d'Etat, Ministère de la Culture (1997-2000), ministre de la Culture (2009-2012), vice premier ministre et Ministre de la Culture (mars 2014-décembre 2014) ; député UDMR (2000-présent), 1999-2004 président du Conseil de Coordination UDMR(1999-2007) ; 2007-2011 président exécutif du parti et Président du parti 2011-présent

MELEŞCANU TEODOR VIOREL - sous secrétaire d'Etat et secrétaire d'Etat MAE (1990-1991; 1991-1992), Ministre des Affaires étrangères (1992-1996) et Ministre de la Défense (2007-2008). Parlementaire PDSR et ensuite PAR (1996/1997-2000), sénateur Justice et Vérité PNL (2004-2008). Membre PDSR, Président PAR (1997-2001), Premier vice-président (PNL 2002) et vice-président PNL (2007). 2012-2014 nomme le chef des Services de Renseignements Externes. En 2014 dépose la candidature pour la présidence du pays

NĂSTASE ADRIAN, Premier ministre (2001-2004). Député FSN/PDSR/PSD (1990-2012). Le Ministre des Affaires étrangères (1990-1992). Président de la Chambre des Députes (1992-1996, 2004-2006) et vice-président (1996-2000). Président exécutif PDSR (1993-1997), premier-vice-président du PDSR (1997-2000), Président PSD (2001-2005), président exécutif 2005-2006, président du Conseil national PSD (2008, 2010), exclus du PSD suite a la condamnation pénale 2012

NICOLAI NORICA, membre PNTcd 1996 et à partir 2000 membre PNL. Conseiller ministériel (1997-1998). Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Protection Sociale (1996-2000), PNTcd, sénateur PNL 2000-2004, 2004-2008. A partir de 2009 euro parlementaire

OLTEANU BOGDAN- membre PNL à partir de 1991, secrétaire général; vice-président et président organisation jeunesse (1993-2000), Membre du Bureau Permanent Central (2001-2002). Député 2004-2008. Ministre délégué pour la relation avec le Parlement 2004-2006, 1997 conseillers du ministre 1997, président de la Chambre des Députés 2006-2008.

PUŞCAS VASILE –ambassadeur, professeur universitaire. Membre PSD. Député PSD 2000-2008. Ministre, négociateur en chef pour l'Intégration européenne (2000-2004), ministre Affaires européennes (2008-2009)

ROMAN PETRE - Premier ministre (1989-1990; 1990-1991), Ministre des Affaires Etrangères (1999-2000), Président PD (1992-2000). Parlementaire 1990-2004, 2012-présent. Président du Parti la Force Démocrate (2004), membre du PNL (2008-présent)

TABARA VALERIU- 1991 membre PUNR et vice-président (1992-1997) et président du parti (1997-2002). Membre PD (2002-présent). Député (1992-2012). Le Ministre de l'Agriculture 1994-1996, 2010-2012

ŢĂRNEA MARTA – député PD (1990-1996). Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Solidarité Sociale (2000-2004)

THEODORESCU RAZVAN, Membre PSD. Le Ministre de la Culture et des Cultes (2000-2004). Sénateur 2000-2008

VOICU MIHAI. Membre PNL(1990-à présent) vice-président du parti (2004-présent). Député (2004-présent).

Ministre délégué Secrétariat général du gouvernement (2005-2006), Ministre pour la relation avec le Parlement (2006-2008), ministre délégué relation avec le parlement (2012-2014)

LISTE D'ABREVIATIONS EMPLOYEES DANS LE TEXTE:

CDR – La Convention Démocratique Roumaine (en 1996, PNTCD et PNL les principaux partis)
FDSN- Le Front Démocratique du Salut National (devient **PDSR**- Le Parti de la Démocratie Sociale en Roumanie et à partir de 2001 **PSD**- Le Parti Social Démocrate)
FSN - Le Front du Salut National (divisé en deux en 1992- à l'origine du PSD et PD)
PAC – Le Parti Alliance Civique
PAR – Le Parti Alliance Pour la Roumanie
PC- Le Parti Conservateur (ancien **PUR-** Le Parti Humaniste Roumain)
PD- Le Parti Démocrate (devient en 2007 **PDL**- Le Parti Démocrate Libéral)
PDAR- Le Parti Démocrate Agraire de Roumanie (parti nationaliste)
PNL- Le Parti National Libéral (parti historique recréé après 1989)
PNTCD- Le Parti National Paysan Chrétien et Démocrate (parti historique recréé après 1989)
PSDR- Le Parti Social Démocrate de Roumanie (parti historique recréé après 1989)
PUNR- Le Parti pour l'Union de la Nation Roumaine
UDMR- L'Union Démocratique des Hongrois de Roumanie
USL- L'Union Social Libérale (alliance politique PNL-PSD)